

MALI

Du combat pour l'Azawad au combat tribal

Par le Comité Afrique.

Novembre 2016.

Introduction

Force est de constater que l'accord d'Alger, signé le 20 juin 2015 sous la contrainte de la médiation internationale, n'a toujours pas conduit à une réconciliation, un an et demi plus tard, entre Bamako et les peuples du nord du Mali. Ces derniers recherchent toujours l'autonomie de l'Azawad¹ sans pour autant abandonner le projet d'indépendance, d'autant plus que la mise en œuvre de l'accord de paix ne semble pas plus en mesure de rétablir la sécurité dans le Nord qu'il ne l'était en juin 2015. Pire, la dégradation de la situation sécuritaire fait glisser progressivement la rébellion vers un conflit ethnique généralisé car le combat pour l'autonomie de l'Azawad n'est plus aussi fédérateur que par le passé et ne permet plus de rassembler les groupes rebelles au-delà des clivages tribaux. En effet, la crise au nord-Mali est moins fondée sur un rapport de force politique (entre des groupes pour l'indépendance de l'Azawad d'un côté, et Bamako soutenu par des groupes armés favorables à l'unité du Mali de l'autre), que sur des rivalités tribales. Ainsi, on observe désormais des conflits locaux qui s'inscrivent dans des luttes séculaires entre tribus, car les affrontements entre la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme sont aussi des affrontements entre *Ifoghas* et *Imghad*, entre *Idnan* et arabes, ou entre arabes et *Imghad*. Cette logique s'est renforcée ces derniers mois avec la création de nouveaux groupes armés fondés sur une appartenance tribale, indiquant que le combat pour l'Azawad semble devenu secondaire par rapport à la défense des intérêts tribaux. L'aggravation de la situation sécuritaire, liée à l'augmentation des actes de banditisme et à un renforcement de l'activité des groupes terroristes n'y est pas étranger. Dans ce contexte, les mesures prévues par l'Accord d'Alger ne semblent plus pertinentes. Un nouvel accord doit être trouvé.

¹ Anciennement connue comme une zone de transhumance au nord de Tombouctou. Au sens restrictif du terme, il regroupe tout le nord du Mali à l'exception des terres au sud du fleuve Niger. Pour le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), il s'agit de tout le nord du Mali, de Mopti à Tin-Zawaten et de Ménaka à Taoudenni.

I. Un pays complexe et agité

A. La mosaïque ethnique malienne

La dimension ethnique est une clé de compréhension essentielle des enjeux et des rapports de force au Mali. Avec près de 17 millions d'habitants, la population est composée d'une vingtaine d'ethnies, divisées en tribus et en fractions. La tribu constitue la cellule politique élémentaire : les groupes armés sont ainsi pour la plupart constitués sur une logique tribale. Au sud, les populations mandingues (*Bambara, Malinké, Soninké*), largement majoritaires, composent l'élite politique et militaire du pays.

Le nord-Mali, aussi appelé Azawad, représente plus de la moitié de la surface du territoire malien, mais n'est peuplé que de cinq millions d'habitants. L'ethnie *Songhai*, la plus représentée dans cette région, est localisée dans la boucle du Niger. Viennent ensuite les *Peul*, pour l'essentiel rassemblés dans la région de Mopti, et les arabes, implantés principalement dans la région de Tombouctou. Les Touaregs enfin, sont présents dans presque tout l'Azawad, et plus particulièrement dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou. S'ils ne représentent qu'une faible part des populations de l'Azawad, avec environ 800 000 habitants, ils ont été le moteur des différentes rébellions contre l'Etat malien. D'abord seuls lors de la première rébellion, ils ont reçu le soutien d'autres ethnies à partir de la deuxième rébellion.

B. Un nord-Mali au rythme des rébellions Touareg

En quête d'autonomie depuis l'indépendance du Mali le 22 septembre 1960, les Touaregs du nord, et les populations qui s'y sont associés, ont mené plusieurs rébellions contre l'Etat malien. La première rébellion de 1963 s'est soldée par une violente répression de l'armée malienne et la mise sous tutelle militaire du nord du pays. L'armée malienne a commis de nombreuses exactions qui ont profondément et durablement marqué la population Touareg. Certains de ses chefs actuels ont vécu cette période, à l'origine d'une haine tenace. La deuxième rébellion, de 1990 à 1996, a permis d'enclencher un processus de rapprochement et entre Nord et Sud, grâce à la signature du Pacte national en 1992, mais au prix d'une rupture entre des ethnies qui, jusque-là, vivaient en bonne intelligence². La troisième rébellion en 2006 est née du non-respect des engagements de Bamako dans le cadre du Pacte national, notamment l'intégration des militaires dans l'armée malienne et la mise en œuvre des politiques de décentralisation au Nord. La quatrième rébellion, en 2012, qui a vu le retour des mercenaires Touareg engagés en Libye³, est une conséquence directe de la chute du régime de Mouhammar Kadhafi. Rassemblés au sein du MNLA, ces combattants aguerris et lourdement armés⁴ ont fait basculer le rapport de force et mis facilement les forces armées maliennes en déroute, conduisant au coup d'Etat du capitaine Sanogo. Leur alliance de circonstance avec le groupe terroriste *Ansar Eddine*⁵, allié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), les a marginalisés au sein de la rébellion. L'offensive des terroristes islamistes vers le sud qui

² En effet, les populations songhai *Peul* et *Bella* (anciens esclaves des Touaregs) ont tout d'abord vu d'un œil bienveillant mais inquiet les combats contre une armée malienne dont ils subissaient également les injustices. Pourtant, les rebelles Touaregs n'ont pas perçu la nécessité de rallier ces populations à leur cause et, plutôt que de les protéger, les ont prises pour cible afin de se ravitailler en vivre. Pris en tenaille, les populations noires du fleuve ont finalement pris le parti de l'Etat malien et, avec son soutien, mis en place des milices d'autodéfense, dont la plus influente fut celle des *Ganda Koy*.

³ Pendant plus de deux décennies, le dirigeant libyen a recruté de jeunes Touaregs, les *Ichoumars* (tiré du français chômeur), en particulier ceux originaires du Niger et du Mali. A la recherche, tant d'un emploi que d'une formation militaire en vue de pouvoir à nouveau combattre pour la liberté de leur peuple dans leur pays d'origine, ils furent intégrés au sein de la Légion Verte dans laquelle ils ont combattu du Tchad jusqu'au Liban.

⁴ Ces combattants étaient pour la plupart des *Idnan* et des *Chamanamas*, avec une minorité d'*Ifoghas*.

⁵ Groupe terroriste fondé par Iyad Ag Ghaly et recrutant principalement des Touaregs, en particulier au sein des *Ifoghas*.

menaçait Bamako a alors provoqué l'intervention de la France et le déclenchement de l'Opération Serval le 11 janvier 2013.

II. Du conflit Nord-Sud au conflit Nord-Nord

A. L'Etat malien seul face à la rébellion

A l'issue de l'opération Serval⁶ qui a permis de chasser les terroristes (au moins pour un temps), le MNLA, bien que très affaibli par son rapprochement avec *Ansar Eddine*, demeure le seul groupe armé face à l'Etat malien. Ce mouvement est l'héritier du Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) d'Iyad Ag Ghaly lors de la rébellion de 1990, devenu le Mouvement et front unifié de l'Azawad (MFUA) pour la signature du Pacte national. Comme lui, si le MNLA a vocation à rassembler tous les Touaregs, il cherche également à fédérer d'autres ethnies ralliant ainsi des arabes, mais aussi des *Songhaï*. Toutefois, comme le MPLA en son temps⁷, le MNLA se morcèle progressivement⁸. Les arabes créent le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), et les *Ifoghas* le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Pour le MAA, il s'agit d'organiser les trafics⁹ entre les différentes tribus (arabes *Lehmar*, *Bérabiches*, *Kounta*). Mais, pour les *Ifoghas* la création du HCUA correspond à une stratégie de survie de la tribu. En effet, un volume important de ses membres ont rejoint *Ansar Eddine*. Or, ce groupe ayant été qualifié de terroriste, il n'était plus acceptable, aux yeux de la communauté internationale, de le faire s'asseoir à la table des négociations avec l'Etat malien. Les *Ifoghas* vont alors exfiltrer leurs combattants en créant à partir d'*Ansar Eddine* le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), puis le HCUA, de sorte que ce dernier mouvement est venu « blanchir » les anciens combattants d'*Ansar Eddine*. Bien que la communauté internationale n'ait pas été dupe de cette manœuvre, elle a fermé les yeux parce que les *Ifoghas* demeurent très influents dans le nord-Mali et qu'il apparaissait alors difficile d'envisager une solution politique sans les inclure dans les pourparlers. Face à l'Etat malien, trois groupes armés vont donc négocier la paix, le MNLA, le HCUA et le MAA avant de signer l'accord de Ouagadougou en 2013¹⁰.

B. Volonté de Bamako de recentrer le conflit sur le terrain ethnique

Néanmoins, bien conscient que ce « tête à tête » ne lui est pas favorable, Bamako va, au cours des pourparlers qui ont mené à la signature de l'accord d'Alger en 2015, inclure une troisième partie prenante, composée de groupes armés qui lui sont favorables et qu'elle soutient : une partie du MAA, ainsi que les milices de d'autodéfense *Ganda Koy*¹¹ et *Ganda Izo*¹². Par cette manœuvre, Bamako vise à atteindre deux objectifs. Le premier consiste à accentuer les

⁶ Lancée le 11 janvier 2013, elle a pris fin le 1er août 2014 avec le lancement de l'opération Barkhane.

⁷ Plus précisément, après la signature des accords de Tamanrasset le 6 janvier 1991.

⁸ Comme le MNLA aujourd'hui, le MPLA a fini par s'effriter et donner naissance à plusieurs groupes armés ethniques qu'essaya de fédérer le MFUA. Parmi ces groupes on retrouve le Front populaire de l'Azawad (FPLA) qui rassemble les *Chamanamas* de Gao et Ménaka, l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) constituée des *Imghad* de Kidal, Gao et Tombouctou, le Front national de libération de l'Azawad (FNLA) des *Idnan* de Gao et Kidal, le Front uni de libération de l'Azawad (FULA) composé des *Kel Ansar* et de leurs alliés dans la région de Tombouctou, et enfin le Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA).

⁹ Mais également, à l'image du HCUA, de blanchir une partie des combattants du Mouvement pour l'unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) dont une branche est devenue aujourd'hui *Al-Mourabitoune*.

¹⁰ L'accord de Ouagadougou a mis fin officiellement à la rébellion de 2012 et jeté les bases des négociations entre Bamako et les groupes armés du Nord.

¹¹ Les maîtres de la terre en *Songhaï*. Milice *Songhaï* de la boucle du Niger.

¹² Les fils de la terre en *Songhaï*. Milice *Songhaï* et *Peul* de la boucle du Niger.

rivalités tribales afin de diviser les groupes armés du nord et qu'ils se combattent davantage entre eux que contre l'Etat malien. Le second est d'apparaître dans les négociations non plus comme une partie du problème dans le Nord, mais comme un arbitre entre les groupes armés. Position confortable qui lui permet de dissimuler les lourdeurs de son administration en reportant la faute sur les groupes armés accusés qui ne font pas toujours, non plus, preuve de bonne volonté dans les négociations. Pourtant, au-delà d'une manœuvre qui vise surtout à assurer sa survie et sa légitimité, Bamako met le doigt le point faible des défenseurs du projet azawadien : si ce sont surtout les Touaregs qui portent ce projet, l'Azawad lui, n'est pas seulement Touareg. Dès lors, qu'elle légitimité ont-ils à parler pour tous les autres peuples ? Consacrée par l'accord d'Alger, la manœuvre de Bamako a donné naissance à deux alliances de groupes armés au nord du Mali : la Coordination des mouvements de l'Azawad et la Plateforme. C'est ainsi que le conflit, sous l'angle politique, apparaît aujourd'hui comme un problème résultant de tensions entre la Plateforme et la CMA et non comme la conséquence d'un conflit entre les peuples du nord du pays et l'administration malienne. Si Bamako a réussi à atteindre ses deux objectifs, puisqu'il n'apparaît plus réellement comme un belligérant et que les groupes armés s'opposent sur le terrain, l'antagonisme entre les deux alliances a créé un terreau fertile pour la résurgence d'un conflit tribal.

III. Du conflit politique au conflit tribal

A. Du combat pour l'Azawad au conflit *Imghad-Ifoghas*

La transition d'un conflit Nord-Sud vers un conflit Nord-Nord s'est matérialisée par une dépolitisation et une ethnicisation des tensions entre les groupes armés comme l'illustre parfaitement le conflit *Imghad-Ifoghas*. Créé à l'été 2014, le Groupe d'autodéfense Touareg *Imghad* et alliés (GATIA) est principalement composé d'*Imghad*, dont un volume important a servi (voire sert encore !) au sein des Forces armées maliennes. Dans une logique politique, le GATIA s'est présenté comme le bras armé de Bamako¹³ qui s'est appuyé sur ce groupe afin de reprendre le nord du pays par la force à la CMA, et en particulier aux *Ifoghas*. En effet, au-delà de son discours de soutien à l'unité du Mali, le fondement de l'engagement de la communauté *Imghad* est la remise en cause de la société Touareg : avant d'être une appartenance tribale, être *Imghad* est un statut social. En effet, la société Touareg est très hiérarchisée et composée schématiquement d'une caste noble, qui possède l'essentiel des pouvoirs traditionnel, politique et religieux, et d'une caste de tributaires qui lui est soumise. La tribu *Ifoghas* est la principale tribu noble de l'Adrar éponyme¹⁴, depuis que la France lui a attribué ce statut et cette zone d'influence en 1907¹⁵. Les *Imghad*, quant à eux, répartis en de nombreuses tribus, sont les tributaires des *Ifoghas*¹⁶. Les *Imghad*, en poursuivant le combat contre la CMA cherchent à s'émanciper de la tutelle des *Ifoghas* et mettre un terme à la hiérarchie entre les tribus. Le conflit tribal entre *Imghad* et *Ifoghas* a éclaté au grand jour en

¹³ Les *Imghad* ont tiré les leçons de l'histoire et notamment celles de la répression de l'ARLA par les forces armées maliennes lors de la rébellion de 1990, appuyées par les *Ifoghas* du Mouvement populaire de l'Azawad (le « L » du MPLA ayant été supprimé suites aux pressions d'Alger et de Bamako lors de la signature de l'accord de Tamanrasset en 1991) : il est plus profitable d'être avec l'Etat malien que contre lui. La proximité entre le GATIA et Bamako est par conséquent essentiellement une alliance de circonstance dictée par des intérêts conjoncturels. Si ceux-ci venaient à changer, il n'est pas impossible que Bamako privilégie à nouveau une alliance avec les *Ifoghas*.

¹⁴ Parmi les tribus nobles, on compte également les *Kel Ansar* de la région de Tombouctou et les *Iwellimeden* (ou *Imoushagh*) de la région de Ménaka.

¹⁵ La convention de Bourem, signée sous l'autorité de la France en 1907, a entériné l'indépendance des *Ifoghas* vis-à-vis de la confédération *Iwellimeden*.

¹⁶ Et d'autres tribus nobles selon la région. Néanmoins, c'est la relation avec les *Ifoghas*, beaucoup plus inégalitaire et toujours en vigueur, qui s'avère clivante aujourd'hui.

juillet 2016 lorsque les tensions entre la Plateforme et la CMA sur la question des autorités intérimaires de la région de Kidal ont dégénéré en affrontements violents. Exigeant un partage équitable des responsabilités dans la gestion de Kidal, le GATIA a été éjecté de la ville par la CMA au prétexte qu'un convoi GATIA venant du nord aurait forcé le passage à un check-point CMA à l'entrée de la ville. Jugeant légitime la requête des *Imghad*, et face à l'entêtement des *Ifoghas*, les autres tribus de la CMA ont refusé de prendre part aux combats. Prêts à engager la vie des combattants des autres tribus pour la défense de leurs seuls intérêts, les *Ifoghas* ont provoqué la colère de ces dernières et, de ce fait, brisé les solidarités tribales et le devoir d'assistance au sein de la CMA, conduisant *de facto* à l'éclatement de celle-ci.

B. La défense de l'intérêt supérieur de la tribu face à l'accord de paix

En brisant les solidarités tribales¹⁷ au sein de la CMA, les *Ifoghas* ont conduit les autres tribus à reprendre à leur compte la responsabilité de défendre leurs intérêts. Dans la région de Ménaka, ce sont les *Daoussaks* et les *Chamanamas* qui vont les premiers s'émanciper du MNLA en créant le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA). Dans la région Tombouctou, ce sont d'abord les *Kel Ansar* qui vont quitter le HCUA¹⁸ pour créer le Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), puis les *Kel Ghazzaff* qui vont eux aussi prendre leurs distances avec le HCUA pour rejoindre la Coordination du peuple pour l'Azawad (CPA). Outre la nécessité de défendre la communauté au niveau local, eu égard au contexte sécuritaire, la mise en œuvre de l'accord de paix et l'installation future des autorités intérimaires¹⁹ imposent à chaque tribu d'exister en tant que groupe armé pour espérer peser sur le plan politique. Car de leur représentation au sein des différentes entités créées dans le cadre de l'accord de paix découlera leur place dans le Mali de demain. Or la configuration actuelle des alliances au nord et le fonctionnement de l'accord de paix ne permettent pas à ces tribus d'être représentées. En effet, l'accord de paix signé en juin 2015 s'inscrit dans la même logique que le Pacte national. Il aborde le conflit seulement sous l'angle politique, c'est-à-dire l'opposition Nord-Sud, et élude la question ethnique. L'accord prévoit ainsi une répartition équitable sur le plan politique, partant du principe que la CMA et la Plateforme sont à elles seules représentatives des populations du nord du Mali. Mais, avec la mainmise des *Ifoghas* sur la CMA, les désignations sur les listes au sein de cette alliance sont réalisées à concurrence du soutien accordé aux *Ifoghas*. Et par conséquent à l'exclusion des nouveaux mouvements et de la majeure partie des populations du nord-Mali qui se reconnaissent dans la CMA ! Dans sa configuration actuelle, la mise en œuvre de l'accord d'Alger est donc bien compromise.

Conclusion

La CMA n'existe aujourd'hui plus que sur le papier et par le refus de la communauté internationale de constater son échec. A court terme, si les *Ifoghas* n'acceptent pas d'intégrer les nouveaux mouvements au sein de la CMA, ils prennent le risque de monter l'ensemble des populations de l'Azawad contre eux et de voir leur rapport de force avec les *Imghad* devenir dangereusement défavorable. De plus, la composition de l'ensemble de ces mouvements n'étant pas sans rappeler la configuration du MNLA à sa création, et il n'est pas

¹⁷ En difficulté face aux terroristes et aux bandits dans les régions de Tombouctou et Ménaka, les combattants de la région ont amèrement constaté l'absence de renforts de la CMA, demeurés dans la région de Kidal pour défendre les intérêts des *Ifoghas*.

¹⁸ Qu'ils avaient rejoint en décembre 2015 après avoir quitté le MNLA.

¹⁹ Ces autorités intérimaires visent à remplacer temporairement les conseils de région, de cercle et de commune en attendant d'être remplacées par des assemblées élues.

exclu qu'ils finissent par pouvoir représenter légitimement la CMA auprès de la communauté internationale en lieu et place des *Ifoghas*. Une telle reconnaissance forcerait les *Ifoghas* à renoncer à leur suprématie et permettrait une meilleure représentation des populations, condition indispensable au retour du dialogue politique. A l'inverse, si la communauté internationale se bornait à une interprétation stricte de l'accord et ne conservait que les *Ifoghas* comme seuls interlocuteurs, il est possible que le GATIA, cette fois-ci épaulé par les nouveaux mouvements, ne chasse par la force les *Ifoghas* de Kidal, entraînant un nouveau cycle de violence de haute intensité.

Outre le risque de revoir le Nord s'embraser, l'incohérence de la situation actuelle met en lumière la non-pertinence de la configuration de l'accord de paix et appelle à une reformulation de celui-ci. La prise en compte du facteur ethnique apparaît désormais incontournable. Il ne s'agira pourtant pas de réaliser une répartition territoriale sur une base tribale, mais bien de créer des instances permettant aux différentes communautés vivant sur le même sol de renouer le dialogue. Et donc de pouvoir envisager de nouveau de cohabiter en bonne intelligence.

Bibliographie

BOILEY Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh, Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala, 2012.

GREMONT Charles, MARTY André, MOSSA Rhissa (ag), TOURE Younoussa Hamara, *Les liens sociaux au Nord-Mali, Entre fleuve et dunes, Récits et témoignages*, Paris, IRAM-Karthala, 2004.

HALATINE Zakiyatou (oualet), *Chronique Kal Ansar, Le tambour suspendu, Témoignage de l'Amanokal Mohamed-Elmehdi Ag Attaher Al Ansari*, Paris, L'Harmattan, 2015.

LHOTE Henry, *Les Touaregs du Hoggar*, Paris, Armand Colin, 1984.